

Documentos CIDOB **Mediterráneo; 8**

**L'émergence d'une « Société civile » en Syrie et le partenariat
Euro-Méditerranéen.
Salam Kawakibi**

documentos



Serie: Mediterráneo

Número 8. L'émergence d'une « société civile » en Syrie
et le partenariat euro-méditerranéen

© Salam Kawakibi

© Fundació CIDOB, de esta edición

Edita: CIDOB edicions

Elisabets, 12

08001 Barcelona

Tel. 93 302 64 95

Fax. 93 302 21 18

E-mail: publicaciones@cidob.org

URL: <http://www.cidob.org>

Depósito legal: B-46.797-2001

ISSN: 1696-9979

Imprime: Color Marfil, S.L.

Distribuye: Edicions Bellaterra, S.L.

Navas de Tolosa, 289 bis, 08026 Barcelona

www.ed-bellaterra.com

Barcelona, septiembre de 2007

L'ÉMERGENCE D'UNE « SOCIÉTÉ CIVILE » EN SYRIE ET LE PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

Salam Kawakibi*

Septembre 2007

*Politologue, Représentant en Europe du Centre Al Kawakibi
pour les Transitions Démocratiques. Chercheur associé à la Fondation CIDOB

Introduction

Dans une période où les pourparlers sont gelés entre l'Union européenne et la Syrie, tout au moins officiellement, il est important de retracer l'évolution du partenariat dans toutes ses dimensions. Cependant, ce travail tachera de mettre l'accent sur le rôle, si ce rôle existe, de la société civile syrienne toute jeune, immature, encerclée et dépourvue de tous les facteurs « normaux » du fonctionnement.

Cet éclairage incomplet permettra de déceler l'influence des facteurs politiques sur l'action de la société civile syrienne et son implication sur la scène politique non seulement au niveau intérieur mais aussi et surtout en ce qui concerne son implication dans les relations avec l'étranger et notamment avec l'Europe.

Ainsi, cet article participe à l'ouverture d'un débat tabou aujourd'hui encore en Syrie : quel est le rôle et l'engagement des individus dans l'élaboration de la politique étrangère ?

Pour ce faire, un retour sur l'histoire récente de la Syrie est nécessaire afin de comprendre les genèses de sa vie politique, le développement de sa société civile et son déclin, ainsi que les différents processus que ses relations avec l'extérieur avaient connu. Dans ce contexte, plusieurs étapes méritent d'être éclairées. Notamment, la période qui commence avec l'arrivée du parti Bat'h au pouvoir et la nationalisation de l'économie mais aussi de l'espace public en 1963. Sans négliger les ouvertures parvenues au sein du même système, il est inévitable de souligner les mesures restrictives imposées sur le travail des associations. Dès lors, le texte expose l'intervention des acteurs internes et externes dans ce travail en s'attardant sur le début des années 2000 et les ouvertures politiques manquées.

Ce travail essaye de donner des éléments d'analyses pour un acteur sur la scène sociopolitique qui vit sa renaissance : la société civile. Aussi est-il nécessaire d'exposer les caractéristiques de cette société civile dans le but de comprendre son évolution négative ou positive. Dans cette perspective, nous constatons des phénomènes significatifs et qui ont une influence

directe sur ce sujet. Ils méritent d'être traitées séparément comme le rôle des jeunes et la place de la religion.

Le partenariat avec l'Europe représente un défi mais la question est de savoir s'il est encore recherché par les politiques et les acteurs civils. Pour répondre à cette question, il faut visionner les perspectives d'un changement probable dans la politique syrienne mais aussi au sein de l'Europe. L'élargissement de l'Europe et la nouvelle politique du voisinage représentent des éléments nouveaux qui influencent ce partenariat. Un arrêt est donc nécessaire sur ces nouveautés.

L'article ne propose pas de solutions mais plutôt des constats à partir d'une situation que nous pourrions considérer comme bloquée. Les deux parties ont besoin de revoir leurs politiques dans ce contexte et la société civile syrienne a besoin non seulement d'un soutien et d'une reconnaissance au sein du paysage sociopolitique interne mais aussi, cette société civile doit vivre dans un climat de confiance et d'efficacité. Cela est en liaison avec les relations qu'elle peut entreprendre avec les instances européennes politiques mais aussi avec les sociétés civiles européennes. Les expériences de ces dernières représentent pour la Syrie une richesse matérielle mais surtout morale qui doit être manipulée avec précaution pour éviter les dérives et la corruption.

Passé complexe

À l'aube de son indépendance en 1946, la Syrie était pleine d'énergie politique et les gestations d'un État nation ont pris appui sur une société civile jeune et prometteuse. Malgré l'instabilité politique que la Syrie a connu successivement entre 1946 et 1958, cette société civile était très présente dans la création, le renforcement et la protection de cet État nation. Elle se traduisait par des associations caritatives, des salons littéraires et des mouvements sociaux toujours parallèles avec les mouvements politiques. Ainsi, les partis traditionnels trouvaient leurs germes au sein de ces associations.

Avec la République Arabe Unie en 1958, la loi n° 93 qui gère la vie associative en Egypte a été appliquée à la Syrie. Dès lors, la société civile syrienne est devenue marginalisée et même suspendue. L'état d'urgence, le parti unique et une presse ficelée n'ont laissé aucune chance au développement normal d'une société civile auparavant prospère.

L'union avec l'Egypte a été suivie d'une courte période de retour à la vie démocratique entre 1962 et 1963. Le 8 mars 1963 annonce l'acquisition du pouvoir par le parti Ba'ath¹. Le pouvoir politique renforce le contrôle de la vie associative en 1969. En plus de la loi de l'époque de l'union qui a rendu presque impossible de s'activer librement au sein de la société civile syrienne, le Ba'ath se donne le droit de dissoudre les associations sans avis préalable. Ainsi, il peut révoquer les membres qu'il considère indésirables, en s'abritant sous l'expression : « pour des considérations nationales ». Une telle politique renforce le totalitarisme de l'État. Il domine toutes les institutions et nationalise les activités économiques et civiles. Ainsi, il maîtrise le mouvement des masses en contrôlant et dominant les organisations de la société civile et en supprimant les libertés politiques, la liberté d'expression et de l'organisation.

Cependant, il faut souligner la responsabilité, à des degrés différents, de tous les acteurs politiques des différentes idéologies : nationaliste, marxiste et islamiste, dans l'interruption du développement de la société civile en Syrie. Involontairement, ces acteurs ont contribué à ce résultat en adoptant des stratégies basées sur la légitimité révolutionnaire et en privilégiant la démocratie sociale au détriment de la démocratie politique.

La marginalisation systématique de la société civile est due en grande partie au modèle de la culture politique populiste des élites gouvernantes. Cela s'applique aussi à la culture politique de l'opposition notamment de gauche qui n'octroyait à la société qu'une vision utilitaire et

1. Fondé en 1946.

démonstrative. Dès lors, les activités de la société civile perdent sa plus importante particularité : l'indépendance.

Paradoxalement, et en guise d'ouverture, le régime de Hafez al-Assad élargit à partir de 1970 l'espace octroyé à la société civile syrienne. Cette attitude avait comme objectif de se démarquer de la période précédente. Une période jugée radicale dans la politique intérieure ainsi qu'un enfermement à l'égard de l'extérieur. Cette souplesse s'est traduite par l'élargissement des marges d'action dans le domaine de la vie associative², et les activités des unions ou d'ordres représentant des corps des métiers³. En revanche, les ouvriers et les paysans qui sont considérés par l'idéologie du Ba'th comme les fondements de la société, restent sous la tutelle et le contrôle étroit du parti et même dépendants de celui-ci. Soulignons que cette période a connu une libéralisation dans le ton de la presse officielle⁴ et notamment dans les domaines de la réflexion intellectuelle. Dans cette logique, nous pouvions observer les participations éloquentes des écrivains, poètes, chercheurs et journalistes comme Burhan Ghalioun⁵ et Adonis⁶.

2. Profitant de cette euphorie, les associations caritatives ont obtenu un élan qui les a poussées à se développer notamment dans les milieux religieux.
3. Avocats, médecins, ingénieurs, artisans et les chambres de commerce et d'industrie.
4. Le syndicat des journalistes ainsi que l'Union des écrivains restent un jardin gardé du parti Ba'th malgré tout.
5. Sociologue de renommée internationale, il a quitté la Syrie en 1974 pour la France où il est devenu professeur d'université et directeur d'un centre de recherche sur l'Orient contemporain. Il n'a été autorisé à retourner en Syrie à cause de son discours libéral et son opposition à l'autoritarisme du pouvoir qu'en 1996.
6. Poète de renommée internationale et candidat au prix Nobel de littérature. Il n'a jamais été interdit de séjour en Syrie malgré ses positions critiques à l'égard du pouvoir. Cependant, il a choisi de s'installer en France depuis le milieu des années soixante-dix.

A la fin des années soixante-dix, des affrontements militaires opposent le pouvoir à des factions extrémistes du mouvement des Frères Musulmans. Ces événements s'accompagnent d'une protestation pacifique accrue au sein des partis de l'extrême-gauche suite à l'intervention militaire de la Syrie au Liban en 1976. Les ordres des métiers prennent des positions indépendantes réclamant la fin de l'état d'urgence, la libéralisation de l'expression publique et la démocratisation du système politique. Une répression virulente suit avec des actions militaires contre les mouvements armés, des arrestations par milliers dans les milieux de l'opposition et des suppressions des conseils administratifs des ordres de métiers. C'était l'annonce de la fin d'un court épisode. La période entre 1982⁷ et 1991⁸ va être marquée par un resserrement des restrictions dans tous les domaines de la vie syrienne avec aussi une crise économique due à la suspension des aides des pays pétroliers ainsi qu'un embargo très sévère de la part de la société internationale. L'intervention de la Syrie en août 1991 au côté des alliées, pour la libération du Koweït, redonne à l'économie syrienne des moyens pour démarrer.

7. Cette date marque la fin officielle des affrontements militaires avec les forces islamistes et l'application par le pouvoir syrien d'une politique répressive préventive en tirant les conséquences des événements. Cela se traduit par des mesures pharaoniques concernant la liberté d'expression et d'association.
8. Cette date marque le début d'une libéralisation économique et un timide allègement des mesures politiques répressives.

Bachar al-Assad au pouvoir

Influence avant la présidence

En 1998, l'étoile de Bachar al-Assad brille dans le ciel gris de la société syrienne. C'est l'attente d'un espoir chez les désespérés qui les pousse à admettre une réforme de l'intérieur du pouvoir sans radicalisation des exigences politiques. Bachar, le fils du président, commence à apparaître de plus en plus après son retour d'un court séjour scientifique à Londres, comme l'héritier en préparation pour succéder à son père. Il commence à partager la vie publique des gens, en activant l'Association Syrienne d'Informatique fondée par son frère aîné Bassel⁹ et en soutenant le développement et l'élargissement de l'Association des Sciences Economiques à Damas qui organise des débats sur l'économie syrienne en particulier mais aussi sur la situation géopolitique dans la région en général.

Les intellectuels ont repris leurs plumes pour exprimer leur inquiétude sur l'avenir si des réformes ne sont par rapidement entreprises. Une tolérance de la part du pouvoir des critiques avec des services des renseignements qui commencent à adoucir leurs méthodes sans pour autant manquer de vigilance.

Cependant, il est important de souligner trois éléments qui ont contribué à l'encouragement du mouvement de la société civile :

- La *recherche* entreprise par les intellectuels et les personnes indépendantes intéressées par la vie publique à récupérer leur rôle social longuement marginalisé.

- Les *espérances* incarnées par l'ascension de Bachar al-Assad au pouvoir.

9. Mort dans un accident de voiture en 1994.

– Après *l'écroulement* du système soviétique, un constat a été rapidement fait : il n'y pas de démocratie sociale sans réaliser une démocratie politique, ce qui a redonné vie mondialement au concept de la société civile dans les années quatre-vingt.

« Printemps de Damas »¹⁰

Avec l'avènement de Bachar Al-Asad à la tête de l'État t en Syrie le 17 juillet 2000, un élan nouveau est parvenu. Un grand espoir règne avec un président jeune et avenant, et qui travaille avec des idées modernes, tout en étant confronté à des obstacles qui ne viennent pas nécessairement de la vieille « garde »¹¹ mais également d'une « fausse jeunesse » avançant avec un esprit conservateur¹². La politique du modernisme et du développement prônée par l'équipe du président se contente dans sa première étape d'une simple libération économique suivant le modèle chinois d'après la logique avancée par cette même équipe. Dans une deuxième étape, après l'échec dans l'application de cette théorie, l'équipe du président adopte la nécessité d'une réforme administrative en s'ap-

10. Ce terme a été utilisé par les acteurs eux-mêmes de l'émergence de la mouvance sociale, par la presse et par certains intellectuels pour désigner l'effervescence au sein de la société syrienne des espoirs pour une démocratisation de la vie politique.

11. Devant quelques militants de la société civile, un membre de la « vieille garde » souligne les différences entre les générations : « ma génération a milité un certain temps, elle croyait à une idéologie, elle adoptait à un moment des principes et des idéaux et elle a fait la guerre pour défendre le pays. La nouvelle génération, ne connaît que le profit et la volonté d'accéder aux privilèges avec des méthodes contestés ».

12. Ce sont les jeunes issus des familles des officiers et des apparatchiks du pouvoir de Hafez al-Assad.

puyant sur l'expérience française et en recevant des experts de l'ENA et du Conseil de l'État de Paris. Un programme de réforme économique est proposé par un comité de 36 technocrates et économistes proches du pouvoir. Il contribue à l'ajournement d'une réforme politique longtemps attendue et qui doit être basée sur la construction des institutions de la société civile. Le programme reconnaît dans son texte la liaison étroite entre les champs de la réforme (économique, administrative, politique). Cependant, il hiérarchise les priorités en soulignant qu'une réforme politique pourra suivre ultérieurement. Combien d'années faut-il donc attendre pour que cette même équipe « modernisatrice », prône la nécessité d'une réforme politique qui doit être logiquement à la base de toute autre réforme ?

La renaissance d'une action collective au sein de la société civile

Le début de l'été 2000 a été marqué par la publication de la déclaration des « amis de la société civile »¹³ avec la signature de 20 intellectuels des différents courants politiques (gauche, nationalistes et libéraux avec une petite minorité d'anciens islamistes). Dans ce document, les signataires demandent la libéralisation de la vie politique et associative en redonnant à la société civile syrienne son rôle longtemps retenu par le pouvoir politique. Cette initiative a provoqué un débat sur le concept même de la société civile. Des critiques ont été rapidement formulées de la part des « journaliers » du pouvoir mais aussi par certains intellectuels affirmés, comme le philosophe Taïyb Tîzîni, qui ont considéré le concept comme étant une invention de l'occident dont l'objectif est la

13. En février 2001, les comités publient le document fondateur sous le titre : « les comités de la revitalisation de la société civile ».

destruction du modèle socialiste. De plus, ils ont accusé les activistes dans ce domaine d'intelligence avec les ambassades occidentales.

La situation devient critique avec la parution d'une série d'articles dans la presse libanaise écrits par des intellectuels syriens appelant le président à mettre en route la réforme qu'il avait promise au court de son discours d'investiture le 17 juillet 2000. L'un des plus connus fut celui de Antûn Maqdissi¹⁴ dans le journal panarabe *al-Hayât* publié à Londres en forme de lettre adressée à Bachâr al-Assad. De plus, Abdulrazâq 'Id¹⁵, publie dans le journal libanais *al-Nahâr* un article intitulé : « la culture de la peur »¹⁶.

En même temps, des initiatives ont été prises afin de former des forums de débats dans la capitale Damas mais aussi dans les autres grandes villes comme Alep, Homs, Lattaquié et Qamichlie. Le premier est celui du député et homme d'affaires Ryad Seif¹⁷ appelé « le forum du dialogue national ». Sa première session a eu lieu le 13 septembre 2000. Quelques jours après, une déclaration est publiée dans la presse libanaise signée par 99 écrivains, cinéastes, acteurs, poètes et autres, réclamant la libération des détenus politiques, la fin de l'État d'urgence et la liberté d'expression. Suite à cela, le ministre de l'Information déclare que l'application des mesures d'urgences est gelée depuis des années.

14. Un philosophe syrien longtemps responsable de la publication et la traduction au sein du ministère de la Culture. Il faisait parti dans sa jeunesse du parti Ba'th mais il le quitte en 1953 en se démarquant de l'idéologie de celui-ci.
15. Critique littéraire d'obédience marxiste formé en France au début des années quatre-vingt.
16. Dans cet article, l'écrivain dénonce les méthodes du pouvoir politique syrien qui ont instauré un sentiment de peur très répandu. La peur est devenue une culture qui a ses fondements, ses expressions et ses élites.
17. Député à partir de 1994 jusqu'à son arrestation le 6 septembre 2001. Ryad Seif a été libéré en 2006

Les forums prennent de l'ampleur comme le forum de «Jamâl Atâssî pour le dialogue démocratique»¹⁸ à Damas qui est devenu un rendez-vous hebdomadaire pour les intéressés et qui a commencé à publier les textes des conférences données dans son enceinte. Cependant, le champ d'influence des forums reste limité à une élite intellectuelle de l'opposition et n'arrive pas à franchir ses murs pour atteindre les rangs de la société.

Le 17 octobre, 600 détenus politiques sont relâchés. Des nouveaux titres de presse privée font parler d'eux comme le journal satirique *al-Dûmârî*¹⁹ et le journal économique *al-Iqtisâdîya*²⁰. Dans le même registre, le pouvoir autorise les partis participants au Front National Progressiste de publier et distribuer leurs journaux qui n'étaient auparavant que des pamphlets à distribution limitée aux membres. Le seul journal à signaler comme étant une ouverture très limitée est le journal *al-Nûr* (La lumière) de la branche libérale du parti communiste syrien présidé par Yûssîf Fayçal²¹.

Les déclarations se multiplient et deviennent un moyen d'expression efficace. Elles varient entre des documents fondateurs des comités²², des associations ou des forums, et des documents pour affirmer la solidarité²³ avec des écrivains qui subissent la censure ou aussi des documents qui expriment une position à l'égard des affaires régionales et internationales²⁴.

18. Fondé le 12 janvier 2001.

19. Autorisé le 22 janvier 2001, il est suspendu une année après.

20. Autorisé le 22 juin 2001.

21. Les années soixante-dix ont connu la division du parti communiste syrien en trois partis dont un (le bureau politique) a été réprimé par le pouvoir et son président Ryad al-Turk avait été emprisonné entre 1980 et 1997.

22. Le document fondateur des comités de la société civile, connu aussi par « la déclaration des mille » (mille signatures) le 9 janvier 2001.

23. Le soutien à l'écrivain Haydar Haydar dont le roman *Festin pour les algues* fut attaqué par des instances islamistes notamment al-Azhar en Egypte.

24. Documents de solidarité avec l'Intifada palestinienne, contre la guerre en Irak et contre la mondialisation.

Cette période a connu aussi la fondation par l'ancien juge Haïssam Mâlih de l'Association syrienne des Droits de l'Homme²⁵ et la renaissance²⁶ des Comités de Défense des Droits de l'Homme présidé par l'avocat Aktham Nu'aïssa²⁷. Leurs activités sont restées très surveillées mais sans pour autant être interdites²⁸.

La « fin » du printemps de Damas

La « contre-attaque » s'annonce rude puisque les ennemis de la réforme se sont sentis réellement menacés par l'agitation pacifique de la société civile et par l'écho de ses différentes actions et positions au sein du large public. Ils ont surtout eu peur de la sympathie que le jeune président et son équipe rapprochée semblaient avoir envers les réclamations légitimes de la société civile syrienne. Cela a engendré à partir du 17 février 2001 une réaction immédiate avec des réunions organisées par le comité régional du parti Ba'th dans les grandes villes. Ces réunions ont vu des interventions très musclées des principaux leaders de la *Nomenklatura* syrienne. Le vice-président Zuhîr Machârqa (décédé en 2007) présente un papier devant un public des membres du parti à Alep qualifiant les activistes de toutes les épithètes correspondant à un ennemi farouche. En revanche, avec plus d'intelligence politique mais pas autant moins de sévérité, l'autre vice-président 'Abd al-Halîm Khaddâm (qui a

25. Le 26 juillet 2000.

26. Ces comités ont été fondés en 1988 et ont subi une répression qui a amené leurs dirigeants en prison en 1992.

27. Début septembre 2000.

28. La fondation d'une antenne syrienne de l'Organisation Arabe des Droits de l'Homme basée au Caire à été annoncée à Damas le 29 novembre 2003 par le Maître Muhammad Ra'dûn.

annoncé de Paris sa dissidence le 31 décembre 2005) réunit les professeurs de l'Université de Damas et attaque violemment le même mouvement. C'est à partir de ces actions harmonisées que le « Printemps de Damas » voit ses jours raccourcis et ses ambitions avortées.

Des écrits se propagent dans la presse officielle attaquant les inspirations des mouvements de la société civile et les qualifiant d'être des éléments parasites qui essayent de dériver la Syrie de sa voie dans la construction nationale. Un discours des années soixante mais qui semble toujours utilisable par les éditoriaux du parti sans que l'autre partie arrive à expliquer sa position dans la même presse. Ils sont obligés donc de réagir sur les pages des journaux libanais. Des officiers de la sécurité²⁹ se mettent aussi à épauler leurs « collègues » de la presse officielle et se mettent à publier des articles sous des pseudonymes³⁰ en qualifiant par exemple les activistes de l'opposition comme étant un parti clandestin nommé « la bande de la société civile »³¹. Ce phénomène divulgue l'importance du rôle obtenu par les services des sécurités dans l'élaboration du discours politique officiel.

À partir de ce moment, les attaques verbales ainsi que les intimidations s'amplifient et menacent sérieusement la continuité de l'espoir des optimistes au sein même des comités de la société civile. Les forums deviennent interdits sans préavis de la section de la sûreté politique où les organisateurs doivent déposer une demande préalable pour la tenue de chaque débat, conférence ou simple rassemblement.

Les partisans d'une répression trouvent leur appui dans le discours du président le 18 mars 2001 où il impose des lignes rouges à ne pas franchir pour toute réforme politique :

29. A souligner aussi bien après l'article de Bahjat Sulîymân dans le journal libanais al-Safir le 15 mai 2003.

30. Comme le cas des articles signés par un certain Mûhannad al-Dimachqî .

31. Le journal libanais al-Muharrir du 31 octobre 2002.

1. *Les intérêts du peuple* et ses objectifs nationaux : sous ce titre, il est possible d'insérer toute crainte de la part des « gardiens des intérêts »³² et légitimer leur répression.
2. *Le parti Ba'th* : cela signifie qu'aucune révision des pratiques de ce parti au pouvoir depuis 1963 est interdite.
3. *L'unité nationale* : cela empêchera toute revendication culturelle ou ethnique légitime.
4. *La voie que le président défunt* : avait tracée pour le pays : cela met à l'abri tous les commanditaires et les exécuteurs des politiques économique, sociale et surtout sécuritaire qui ont œuvré autour de l'ancien régime et qui en ont profité pour construire des fortunes colossales.
5. *Les forces armées* : cela entravera toute révision de l'implication de certaines unités dans des actions militaires qui ne visaient pas à défendre le pays mais plutôt à réprimer les insurrections.

Des arrestations commencent à partir du mois d'août avec la traduction en justice du député indépendant Ma'mûn Humûsî³³, du doyen des opposants Ryad al-Turk³⁴, du député indépendant Ryad Seif³⁵, du professeur 'Arif Dalîla³⁶ et d'autres³⁷.

32. Une expression utilisée par le président dans un entretien avec la chaîne de télévision al-Arabya en septembre 2003 pour désigner les ennemis de la réforme et en réfutant la catégorisation qui différencie « vieille garde » et « nouvelle garde ».
33. Le 9 août 2001.
34. Le 1 septembre 2001.
35. Le 6 septembre 2001.
36. Le 9 septembre 2001.
37. L'avocat Habîb 'Issa, le médecin Kamâl Lubûânî, l'ingénieur Faûâz Tillo, le médecin Walîd Bûnnî, l'homme d'affaires Habîb Sâlih et l'enseignant à la retraite Hassan Sa'dûn.

Résistance et signes de réouverture ?

Les activistes de la société civile émergente ne « se désarment » pas. Malgré les obstacles, ils continuent de tracer leur parcours en s'appuyant sur une crédibilité qui s'élargit de plus en plus dans les milieux élitistes mais aussi populaires. En face, le bloc des conservateurs qui sont composés d'après 'Abd al-Razâq 'Id par « l'autocratie militaire et la « kleptocratie » *al-lussûqrâtiya* »³⁸. De son côté, Ryad Seif constate que la classe gouvernante en Syrie est la plus chanceuse dans le monde : « Elle fonctionne sans contrôle de l'opinion publique, sans parlement élu, sans presse libre, sans société civile indépendante et sans vie politique libre »³⁹. Dans la même logique, le sociologue Jamâl Bârût classifie les générations qui ont gouverné la Syrie sous le Ba'th en trois catégories : « la génération des fondateurs (avec une idéologie révolutionnaire), la génération des pères et leur pouvoir et finalement, la génération des fils et leur fortune qui cherche à légitimer la logique éternelle de la fortune : interdit d'intervenir »⁴⁰.

Cependant, après l'invasion de l'Irak en avril 2003, les esprits dans les rangs du pouvoir ainsi que dans les milieux des activistes semblent être adoucis pour un moment. Cela s'est traduit par de plus en plus d'ouverture dans les débats dans la presse. Un court épisode qui a pris fin un an à peine après.

38. Entretien avec l'écrivain à Alep en octobre 2003. Il a cependant utilisé ce terme publiquement et dans plusieurs de ses articles.

39. Cité par Yâssîn Hâj Sâlih dans un article paru le 23 septembre 2003 dans le quotidien al-Nahâr à Beyrouth.

40. Entretien avec le sociologue effectué à Alep le 17 juillet 2003.

Associations et développement timide de la situation

Dans le cadre des négociations avec l'Union européenne, le gouvernement syrien essaye de développer un secteur attirant et capteur des fonds européens. Il est mentionné dans les documents concernant l'association avec l'Europe qu'une priorité doit être accordée aux activités de la société civile et à la vie associative. Comment procéder à cela sans pour autant assouplir les lois qui gèrent la vie publique ?

Le gouvernement trouve un moyen biaisé par la création des associations qui travaillent théoriquement indépendamment de l'État (Organisation non gouvernementales – officielles) mais qui sont en réalité très proches de celui-ci. Cela peut se faire par l'appui donné à certaines personnalités publiques⁴¹ afin de fonder des associations dans les domaines « softs » comme la protection de l'environnement ou l'aide aux jeunes handicapés. Cependant, il est important de souligner que si la vie associative dans le domaine caritatif a toujours été active même sous un régime de contrôle très étroit durant les dernières années, la protection de l'environnement demeure un champ nouveau sur lequel les associations commencent à s'aventurer.

Trois associations existent actuellement dans ce domaine dont deux à Damas la capitale et une à Alep. L'Association Syrienne pour le Développement de l'Environnement à Alep prévoit dans son programme initial de ne pas se limiter à la seule question de l'environnement mais développe aussi une logique nouvelle dans l'amélioration des zones sociales défavorisées. Cette volonté lui a valu l'examen de son dossier deux ans sans qu'elle soit autorisée.

D'autres associations demeurent aussi actives comme le fut l'Association de *Ādiyyāt* (Les antiquités) fondée en 1922 à Alep. Elle s'est intéressée

41. Des acteurs de télévision par exemple comme le comédien Durîd Lahhâm avec son association al-Rajâ' (L'espoir).

sée durant toute son existence à la préservation du patrimoine culturel et archéologique de la Syrie. Elle compte actuellement 14 branches dans les villes syriennes. Ces dernières années, ses champs d'intérêt se sont élargis et elle est devenue un lieu d'expression publique important à Alep et ailleurs sur les sujets qui touchent l'ensemble de la société et pas seulement les antiquités. Cette association organise des débats sur des thèmes variés comme : la place de la femme dans la société, le travail des mineurs, l'urbanisme, les médias, l'environnement, le développement rural et le développement durable. Une expérience similaire dans la forme mais beaucoup moins importante dans la pratique c'est *l'Association des Amis de la ville de Damas*. Cependant, les femmes communistes s'organisent depuis les années trente dans la Ligue des Femmes Syriennes. Cette association s'active dans les milieux sociaux défavorisés mais elle participe aussi à la défense des droits des femmes et leur émancipation en parallèle avec l'organisme gouvernemental : L'Union Générale de Femmes Syriennes. Avec l'éclatement du parti communiste en plusieurs factions, cette association se trouve plus proche de la fraction de Youssef Fayçal. C'est-à-dire la fraction la plus critique du pouvoir tout en étant associée à ce même pouvoir au sein du Front National Progressiste. Tout récemment, la Ministre des affaires sociales et du travail vient de décréter l'interdiction de cette ligue, provoquant ainsi des protestations virulentes.

Beyrouth : une fenêtre ouverte pour les activistes syriens et un savoir-faire pour les associations ?

Deux aspects caractérisent les relations entre les sociétés civiles dans les deux pays voisins. Le premier, et le plus visible en ce moment, se traduit par la fenêtre ouverte aux intellectuels syriens et aux activistes : la publication de leurs écrits dans la presse libanaise. Le deuxième est celui de l'expérience libanaise de la vie associative relativement développée par rapport au gel que la Syrie avait connu depuis 1958. Il s'ajoute à ces deux aspects, l'expérience économique libérale au Liban qui influencera l'ac-

tion privée de l'élite économique en Syrie. Mais le plus important pour l'action de la société civile, ce sont les deux premiers phénomènes.

La fenêtre ouverte pour les intellectuels syriens dans la presse libanaise joue un rôle très important dans la promotion des idées et des positions de ces activistes de la société civile syrienne. Plusieurs dossiers dans les deux principaux quotidiens, *al-Safir*⁴² et *al-Nahar*⁴³, ont été consacrés à la Syrie et aux mutations politiques et économiques au sein de la société syrienne. Cette ouverture a été largement appréciée par les élites dans les deux pays. Les « intellectuels » du pouvoir ont essayé, sans grand succès, de participer à cet élan de dialogue. Il faut signaler que les intellectuels syriens ont à maintes reprises appelé en vain les organes de presse syrienne à leur laisser l'espace libre pour qu'ils ne soient pas obligés de publier leurs opinions dans la presse libanaise⁴⁴.

Le savoir-faire libanais dans le domaine de la vie associative représente le deuxième pilier fort qui soutiendra une amélioration de la vie associative en Syrie. Ainsi, les groupes libanais actifs dans les domaines de l'environnement, du développement durable et des droits de l'homme, pourront développer une stratégie d'échange et de coopération

42. Ce journal qui a été fondé en 1974 et qui connu pour ses très bonnes relations avec le pouvoir syrien, ne commence à publier des papiers concernant la réforme en Syrie qu'à partir du début de l'année 2003.

43. Ce journal qui a été fondé en 1933 est connu pour son opposition à la présence syrienne au Liban et il a commencé à ouvrir ses pages devant les intellectuels syriens depuis l'arrivée du président Bachar al-Assad en 2000.

44. Une exception : durant peu de temps en 2001, le journal officiel al-Thûra ouvre ses pages pour les activistes afin d'exprimer leurs opinions, critiques et attentes. Cette ouverture est rapidement supprimée avec le limogeage par le ministre de l'Information de l'époque du rédacteur en chef réformateur Mahmûd Salâmi nommé personnellement par le président.

avec leurs homologues syriens. Cela ne doit pas cacher de toute façon le danger des préjugés qui hantent certains membres des associations libanaises sur les capacités et les compétences des Syriens dans les champs d'action visés. Cependant, cette entrave peut être travaillée et franchie par une simple volonté d'ouverture ainsi qu'une séparation entre toute responsabilité syrienne officielle présumée dans la dégradation de la vie politique au Liban et une association productive avec la société civile syrienne.

Une expérience pratique, des références internationales et une capacité développée dans la communication, ce sont trois atouts que les Syriens doivent chercher à acquérir de leurs collègues libanais dans la vie associative.

L'assassinat du Premier Ministre Rafik Hariri le 14 février 2005 et le départ de l'armée syrienne en avril de la même année, ont entraîné un gel dans les échanges et une méfiance dans les esprits des deux côtés de la frontière. La société civile des deux bords a manqué à son devoir de représenter l'alternative des pouvoirs politiques.

Le mouvement de la société civile syrienne émergente, quelles caractéristiques ?

C'est d'abord un phénomène culturel avec une dimension politique importante. Il se peut qu'on le considère en tant que phénomène politique si la définition est plus développée. Il cherche à reproduire la relation entre la culture et la politique. Cela sans franchir les fondamentaux limités de la relation entre la liberté et le droit. Le concept même de la société civile porte ainsi un caractère critique et instructif. Il ne hasarde pas dans ses critiques à juger quiconque ou représenter quiconque ou remplacer quiconque dans le pouvoir ou dans l'opposition. Il n'adopte aucune des idéologies répandues mais il essaye de les réconcilier.

La société civile syrienne ne s'oppose pas à l'État-nation comme lui reprochent les critiques du pouvoir. En revanche, elle se considère comme le fondement même de cet État-nation. Elle estime que dans ce dernier, elle peut être représentée à sa juste valeur comme dans tout autre système politique « normal ». Face au monopole étatique du pouvoir, de la fortune, de la force, de la vérité et du patriotisme, la société civile s'appuie sur le refus du principe même du monopole. Elle essaye de prouver par son fonctionnement qu'elle pourra proposer une pratique alternative sans autant réussir dans cette démarche.

Le mouvement appelle à la *reproduction d'un espace politique commun* à tous les citoyens, toutes les classes sociales, tous les partis politiques et les courants idéologiques. Il ne condamne pas seulement l'arrestation de ses activistes, mais il condamne le principe même de l'arrestation politique arbitraire en violation de la constitution. Malgré ses réserves sur la Constitution et ses appels à sa révision, le mouvement confirme son respect de celle-ci. En revanche, c'est le pouvoir politique et ses instruments oppressifs qui ne la respectent pas et n'œuvrent pas sous son contrôle.

Pour le mouvement de la société civile, la corruption qui est généralisée sur tous les secteurs de l'État et de la vie, n'est plus seulement un signe d'une dégradation morale mais elle représente aussi un des fondements du pouvoir politique. Dès lors, il faut réaliser des changements profonds au sein de ce même pouvoir afin d'essayer de remédier à cette corruption.

Une jeunesse politisée ?

Avec l'arrivée du Ba'ath au pouvoir en 1963, les jeunes Syriens ont subi un encadrement étatisé qui s'inspirait du modèle nord-coréen. Ils ont été incorporés dans des organismes depuis leurs premières années de scolarité. Cette pratique les a empêchés de développer leur créativité et de participer, comme auparavant, à la vie sociale et politique de

leur pays. Une marginalisation de la politique dans les milieux jeunes est passée par cette attitude en donnant seulement le droit aux jeunes du parti Ba'ath d'œuvrer dans les lycées et les universités avec tous les avantages qu'ils ont pu obtenir⁴⁵.

L'enseignement à tous les niveaux souffre de plusieurs lacunes. Le plus important dans le développement de la conscience civile, c'est le manque total d'une éducation pour la citoyenneté. L'enseignement qui l'a remplacé c'est l'éducation aux principes du parti. Cela a été supprimé à partir de l'année universitaire 2003⁴⁶ dans les universités, mais pas encore dans les écoles. Il est rare que les matières scolaires initient aux principes de la liberté, du pluralisme, de la démocratie, du dialogue, de l'acceptation de l'autre, des institutions de la société civile et des partis ainsi qu'aux fondements nécessaires pour l'établissement d'un État de droit. Même quand le concept de la liberté est parfois abordé, cela se fait d'une manière très vague et liée à la vision du pouvoir de cette même liberté. Les matières scolaires ignorent aussi la pluralité politique, sociale et culturelle malgré son poids dans la société syrienne. La pluralité ethnique, religieuse et culturelle n'est pas seulement négligée mais nous pouvons aussi constater quelques incitations -volontaires ou involontaires- contre les autres cultures et ethnies.

Il est aussi rare que la question de l'émancipation de la femme soit abordée dans les cours. De plus, il est fréquent que les étudiants reçoivent

45. Les étudiants membres du parti bénéficiaient d'un traitement avantageux dans les universités et les bourses. Des notes supplémentaires sont octroyées sur leur note de baccalauréat aux candidats du parti à l'université.

46. Dans la même logique, Monsieur Hânî Murtada, le ministre syrien de l'enseignement supérieur, déclare dans un entretien publié le 9 novembre 2003 par le quotidien jordanien al-Dustûr, la suppression de toute forme de militarisme au sein des universités syriennes.

vent des enseignements erronés sur le rôle et la place de la femme dans la société. Ce qui est proposé est une consécration de l'inégalité entre l'homme et la femme. Il y a aussi une marginalisation flagrante de l'enseignement des droits civils et les documents consacrés aux droits de l'homme. Ce système ne participe pas à la formation de l'être *citoyen* mais plutôt à l'être *sujet*.

En observant les réunions et les rencontres organisées par les activistes de la société civile, nous constatons l'absence flagrante de l'élément jeune. La grande majorité des participants à ces réunions sont des hommes et des femmes politisées qui ont franchi la trentaine et même la quarantaine. Cependant, au début de l'expérience, il était remarquable de constater la présence d'une jeune bourgeoisie damascène aux débats dans les forums suivant un effet de mode car cette participation a complètement disparu quand il fallait prendre des positions et risquer sa liberté. Il faut tout autant signaler que dans les manifestations et les rassemblements « tolérés » ou « orchestrés » par les autorités suite à la guerre en Irak, il y avait une présence importante de la jeunesse, mais cela aussi reste dans la limite de l'effet de mode. Les jeunes se tournent aujourd'hui vers les nouvelles technologies et des milliers suivent des stages en informatique en pensant trouver dans ce secteur une échappatoire économique.

Les jeunes Syriens ont besoin d'un renouveau des idées et des pratiques. Un grand espoir est né avec le nouveau président. Il a incarné l'espoir d'un changement dans ce pays trop longtemps satisfait de ses systèmes économique et politique. Mais la « libération » politique reste tellement timide qu'elle semble illusoire. La résistance farouche des « gardiens des intérêts », dont la composition demeure complexe, et qui forment et entourent le pouvoir en Syrie, s'endurcit face à toute modification de la scène politique qui risque de mettre en péril ses intérêts. Dès lors, les réclamations légitimes et audacieuses des mouvements renaissants en Syrie se heurtent à un mur étanche et engendrent des réactions peu clémentes (arrestations, intimidations).

L'ambivalence entre le religieux et le politique

La question de la montée des pratiques religieuses et la « réislamisation » de l'espace privé et de l'espace public refait surface, de plus en plus, ces dernières années au Proche-Orient en général et en Syrie en particulier. Des thèses, découlant d'éminents chercheurs et spécialistes en Occident, ont essayé de montrer, il y a quelques années, que l'Islam politique est en déclin. Ainsi, ces travaux de recherches, de grande qualité, ont suivi un schéma logique basé sur une analyse sociopolitique de la région, et fondé sur des raisonnements historiques.

Cependant, même avant les attentats de New York du 11 septembre 2001, les pratiques politiques et les mutations socioculturelles dans les pays arabo-musulmans n'ont pas réconforté cette vision des choses. Les événements survenus après ces attentats ont remis les pendules à zéro pour certains, afin de suivre et comprendre ce phénomène sans définition unifiée jusqu'à nos jours.

La question de l'islam et son implication politique en Syrie est redevenue à l'ordre du jour après la chute de Bagdad et l'implication, présumée, des « jihadistes » syriens dans la violence urbaine irakienne.

Le conservatisme syrien est bien ancré dans la tradition du pays comme de la région. Cependant, depuis la création de l'État moderne et la fondation d'un système sociopolitique inspiré de l'Occident avec ses diversités idéologiques, la Syrie a connu un mouvement de réforme séculaire et une école d'interprétation qui ont pu influencer une société très marquée par la religion. Depuis la fin du 19^{ème} siècle, des écrits audacieux ont traité la question religieuse sous trois angles : l'interprétation, la manipulation et la récupération. Ensuite, la scène politique a connu la création des partis laïcs et le développement d'une spiritualité « purifiée » indépendamment de la sphère politique. Les années quarante et cinquante ont, quant à elles, aussi connu un développement social et culturel loin du champ religieux, sans pour autant le prendre pour une cible.

Cette évolution a permis d'établir une plate-forme nationale, qui a rassemblé des laïcs comme des conservateurs tout en étant d'accord sur le principe du partage et de l'acceptation de l'autre tel qu'il est. Puis, dans les années soixante et soixante-dix les idéologies progressistes et libérales avaient bien marqué la société malgré la nature autoritaire du système politique. Le développement, presque sans tabous religieux, de la production artistique et littéraire de toute sorte durant cette période n'est donc pas étranger à cela. Durant toutes ces années, l'islam politique en Syrie était incarné par les Frères Musulmans qui siégeaient dans les années cinquante au parlement démocratiquement élu, phénomène rare, dans l'histoire de la Syrie contemporaine. Des affrontements violents ont mis fin à cette « cohabitation » sur la scène politique syrienne. Entre le début des années soixante et la fin des années soixante-dix, cette mouvance politique est devenue l'ennemie juré du pouvoir du parti Ba'ath. La violence des événements entre le pouvoir et les Frères Musulmans a atteint son paroxysme avec une loi condamnant à mort le seul fait d'adhérer à ce parti. Dès lors, l'épreuve de force a été gagnée avec beaucoup de douleur par le pouvoir, et les sympathisants de la politique islamisée se sont dispersés dans les exils arabes et occidentaux. La scène est donc redevenue, théoriquement, vide de toute tendance qui chercherait à impliquer la religion dans la politique.

Cependant, en s'apercevant de la « défaite » des idéologies nationalistes arabes et marxistes, les « stratèges du palais » ont essayé de dessiner un scénario où la politique peut s'approprier le religieux et le manipuler à son gré. Cette vision, perçue par ses partisans comme étant très « maligne », n'a pas pris en compte les échecs sanglants des tentatives des régimes autoritaires, cherchant à manipuler l'islam en vue de faire face à une éventuelle « révolte rouge » comme ce fut le cas d'Anouar El Sadat en Egypte. Dès lors, le pouvoir syrien commence à introduire du vocabulaire religieux dans son discours politique et dans la pratique socio-culturelle. De nombreuses démonstrations prouvent une implication

étatique dans la récupération de la religion avec l'aide des anciens Frères «repentis» ou des personnalités nouvellement formées dans le but de s'accaparer de la rue qui penche vers un discours conservateur. La construction des lieux de culte trouve son apogée entre les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix avec des écoles de formations théologiques bien contrôlées.

Les principes de laïcité et de progressisme commencent donc à se mettre en veille avec une ré-islamisation sociale et culturelle, qui se traduit par des indices comme le pourcentage très élevé du port du voile, censure sur les œuvres littéraires et artistiques exercée par l'État «laïc», la propagation d'une littérature religieuse qui replie de plus en plus les étagères des bibliothèques, l'islamisation du domaine de l'enseignement supérieur, notamment, dans les sciences humaines et le renvoi assez systématique à des références religieuses de tout phénomène scientifique, social et culturel.

Tout récemment, deux faits révélateurs d'un climat peu certain d'une réappropriation du religieux : l'interdiction de la diffusion d'un livre évoquant l'expérience d'une jeune iranienne obligée par sa famille à porter le voile et la censure d'un film canadien réalisé par une syro-canadienne qui évoque le choix d'une femme syrienne habitant le Canada de vivre sa vie amoureuse sans interdictions et sans limites. Pour le livre, des opposants «islamisés» ont provoqué et soutenu la décision étatique et pour le film, le censeur a évoqué le non-respect de «nos valeurs».

Une politique nouvelle ? Il ne semble pas qu'il s'agisse d'une innovation dans la science politique et dans l'histoire des régimes politiques arabes. Cependant, c'est un jeu dangereux notamment quand on s'aperçoit que les partis religieux comme le Hezbollah et le Hamas font de la politique, et que des partis politiques se mettent à faire du religieux. Dans le premier cas, la démarche est jusqu'à maintenant réussie. En revanche, dans le deuxième cas, l'amalgame amène souvent à des impasses.

Vision d'un changement en Syrie

Le changement passe par une volonté, une stratégie et une pratique continuelle. Trois éléments qui font défaut à nos jours en Syrie. La reconstruction de la société civile et le respect des institutions constitutionnelles sont les fondements même de tout espoir en la réforme. Privilégier la réforme économique en repoussant les échéances pour une vraie réforme politique n'est que la traduction d'une volonté d'avorter tout changement possible et nécessaire.

La Syrie est devant le défi d'intégrer le processus de la transition démocratique et pacifique qui encourage ses citoyens à acquérir leurs libertés politiques et culturelles. Ce processus passera par une seule voie : l'État de droit appuyé par les institutions de la société civile. Une réforme globale : politique, économique et administrative semble la seule issue. L'élan de cette réforme doit profiter du rejet catégorique des comités de la société civile et de la majorité de l'opposition syrienne vis-à-vis de la conception américaine d'une démocratisation dans la région. Cette position devient de plus en plus coriace avec les méfaits catastrophiques de la guerre en Irak.

Le pouvoir craint, ou fait semblant de craindre, que l'ouverture politique renforcera le courant de l'Islam politique. En effet, ce courant aura toujours un poids, mais il reste très limité. Dans le sens de l'organisation, ce danger est inexistant. Cependant, la revendication communautaire existe et elle incarne un danger éventuel en s'activant dans des associations religieuses. Ces dernières œuvrent librement en Syrie et contribuent à la création d'une opinion publique entravant le progrès dans tous les domaines. Permettre donc le développement d'un secteur plus séculaire de la vie associative devra faire face à une résistance de la part des milieux religieux mais cette résistance peut être surmontée avec une politique basée sur la négociation en évitant l'affrontement et la provocation.

Le pouvoir politique syrien est conscient de la nécessité de la réforme. Il sait très bien que sans une réforme, la catastrophe est inévitable. Cependant, il donne l'impression d'hésiter à en payer le prix. Il ne renoncera même pas à une partie de ses acquis afin de faciliter ce processus. Cela est dû à son sentiment de force et du fait que ce sont « les faibles » qui devront payer les frais d'un quelconque changement. Le pouvoir essaye même de récolter des bénéfices politiques et financiers supplémentaires en prétendant l'adoption du projet de réforme et de changement. Dès lors, une vraie réforme ne peut pas être réalisée si l'élite politique au pouvoir n'accepte pas de contribuer à payer ses coûts. En revanche, et en même temps que l'idée de la réforme est répandue même officiellement, des coups durs sont assénés aux réformateurs et à l'idée même de la réforme. La réforme n'est plus une réforme quand elle tue ses propres enfants (l'exemple de Mahmûd Salâmi⁴⁷ et de Issâm Za'im⁴⁸). Le plus dangereux devient que la réforme se tue elle-même. Mais quelle réforme dans une perspective de partenariat ?

L'association avec l'Europe est au bout du tunnel de la réforme ?

La réforme, si réforme il y a, doit s'inscrire dans un contexte national mais aussi régional et même international. Elle ne peut être entreprise d'une façon unilatérale sans prendre en considération les enjeux autour. De plus,

47. Journaliste réformateur qui a été nommé en été 2000 par le président pour diriger le journal officiel al-Thaûra, il s'est fait limoger quelques mois plus tard à cause de ses éditoriaux et de pages d'opinions relativement libres.

48. Économiste syrien de renommée internationale qui a été appelé par le président pour participer à la réforme économique et qui a été jugé devant une cour spéciale (de la sûreté économique) après la formation du deuxième gouvernement sous Assad fils.

elle a besoin d'un appui économique et politique qui ne peut se limiter à la seule bonne volonté de ses initiateurs. Dès lors, l'évoquer dans le contexte d'un partenariat avec l'Europe, le voisin proche, « riche » et démocrate de la Syrie, semble être une démarche nécessaire. Ce partenariat « promis » est censé être basé sur des principes politiques et culturels qui dépassent les volets économiques souvent mis en évidence par les régimes autoritaires et leurs protecteurs de l'autre rive. Comment donc évoquer les volets du partenariat en se souciant de la situation de la société civile et des réformes ?

Suite à des pourparlers qui ont duré huit ans, les négociations sur l'accord d'association entre la Commission européenne et la Syrie ont été menées vers la fin de l'année 2003. Il était prévu que cet accord soit signé au début de l'année 2004 à l'occasion d'une visite du Président syrien à Bruxelles. Cela n'a pas été le cas et l'accord reste toujours dans les tiroirs des deux parties.

La résistance syrienne qui a été avancée devant les exigences, notamment économiques, de l'Europe, s'est assouplie avec le sentiment du danger politique provenant des États-Unis. Se sentir seul face aux États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001 a redonné aux Syriens le courage d'accélérer les pas vers l'Europe. Après cette date, les pressions américaines sur la Syrie devenaient imposantes et sérieuses. Dans ce registre, le mois de novembre 2003 a vu renaître une loi américaine qui vise à sanctionner économiquement et politiquement la Syrie. L'administration américaine avait déjà utilisé cette loi comme monnaie d'échange avec le pouvoir syrien à maintes reprises. Le président Bush qui se trouve devant une crise aiguë en Irak, semble vouloir appuyer l'application de cette loi. Cependant, *The Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act of 2002*⁴⁹ reste plus symbolique qu'efficace au niveau économique.

49. SALSRA a été adopté le 15 octobre 2003 par la Chambre des représentants et le 11 novembre 2003 par le Congrès.

Durant son discours au sommet arabe de Beyrouth en mars 2002, le président syrien Bachar al-Assad s'est longtemps arrêté sur les relations entre le monde arabe et l'Europe. Il a appelé les chefs d'États arabes à renforcer leurs relations avec le «vieux» continent en soulignant les valeurs qui rapprochent les deux peuples européen et arabe. Il a aussi mis l'accent sur l'importance d'un accord équitable d'association économique et sur la consolidation des relations culturelles arabo-européennes. Cette volonté exprimée lors d'un discours officiel a été traduite sur le terrain par des instructions claires et fermes à la délégation syrienne afin de finaliser au plus vite possible les négociations avec l'Europe. Le changement ministériel, qui a eu lieu en septembre 2003, a confirmé cette décision en éloignant les ministres qui semblaient émettre des réserves concernant le volet économique. Le ministre des finances Muhammad al-Atrach ainsi que le ministre de l'Industrie Issâm Za'îm ont été remerciés à cette occasion.

L'accord reste gelé suite à l'accusation de l'implication de la Syrie dans l'assassinat de Rafik Hariri et la diplomatie de l'isolement adoptée par les instances européennes à l'égard du pouvoir syrien. Depuis, le pouvoir syrien a développé son marché vers l'Orient et l'Extrême-Orient en diminuant à l'heure actuelle la place des échanges avec l'Europe à moins de 20% de l'ensemble des échanges économiques extérieurs de la Syrie.

L'implication manquée

L'implication de la société civile dans le processus des négociations a été plus que marginalisée par les deux parties. Il est évident cependant que des négociations officielles visant à la conclusion d'accords doivent surtout passer entre de partenaires officiels. Dans le cas de la Syrie, cette démarche semble plus logique dans l'absence des institutions reconnues de la société civile. Du côté européen, il y a eu une volonté timide d'impliquer la société civile ou du moins de la mentionner dans le cours des débats qui ont eu lieu à Damas et à Bruxelles durant les huit années de négociation. Pour ce faire, des programmes ont été élaborés afin de soutenir des activités et des

manifestations culturelles à l'initiative notamment de l'ancien chef de la délégation européenne à Damas Marc Pierini (2000 – 2003).

Il a initié à partir de l'année 2001 avec l'aide des membres de la société civile syrienne un programme culturel intitulé : « La Syrie dans les regards de l'Europe »⁵⁰. Ce programme consiste à animer durant deux semaines des tables rondes sur des sujets divers, des expositions de peinture et de photos et des concerts de musique. Il est évident que les tables rondes ont réussi à attirer le plus de public en abordant des sujets apolitiques⁵¹ mais qui portent les germes d'un débat démocratique dans une société où le débat faisait défaut. Cette initiative, qui n'a duré que deux ans, était ambitieuse et elle a connu des moments difficiles à cause des autorités locales⁵² mais aussi à cause d'un manque de coordination entre les partenaires⁵³.

En dépit de cette action de communication indirecte relativement réussie, l'accord d'association n'a pas été suffisamment expliqué aux Syriens ni par leur gouvernement ni par les institutions européennes. Il n'y a pas un grand effort de communication sur ce sujet envers la société civile. L'information, si elle existe, s'adresse à un secteur très peu représentatif de la société. Cependant, il ne faut pas négliger les difficultés sur le terrain d'appliquer une politique efficace de communication compte tenu de la situation générale de l'information en Syrie.

50. Au début, c'était le titre d'une exposition de photos qui a été inaugurée en septembre 2001 par le président syrien et Monsieur Romano Prodi. Ensuite, cette exposition était le « prétexte » d'une plus large activité.

51. Les sujets traitaient du cinéma syrien, de l'archéologie, de l'urbanisme et des médias.

52. L'intervention pour interdire la tenue d'une table ronde en juillet 2002 intitulée : « L'image de la Syrie dans les médias européens ». La position ferme de M. Pierini a finalement été déterminante pour que cette réunion ait lieu.

53. Le regard orientaliste de certains acteurs européens vis-à-vis de la société locale empêche toute bonne volonté de dialogue d'aboutir à des fins positives.

La presse officielle et semi-officielle⁵⁴, qui monopolise l'espace d'expression en Syrie, a abordé le sujet de l'association avec un grand retard. Le temps pour elle afin de « l'épurer » de toute subtilité qui pourra nuire à un ordre établi. L'information en tant que matière première passe dans les médias sans que cela suscite un débat public ou privé. Le débat, s'il existe, reste limité à une élite économique –même pas culturelle– qui s'intéresse aux retombées de cette opération sur la vie économique et plus précisément sur les intérêts étroits de certaines puissances économiques locales et régionales. En revanche, très peu de contacts directs sont entrepris avec des représentants de la société civile qui pourraient jouer le rôle de vecteur d'une nouvelle politique ou d'une nouvelle stratégie de l'Union européenne

Quelle association après l'élargissement

Le processus lancé à Barcelone qui a eu un début très prometteur peine à s'imposer, notamment au sein des sociétés civiles méditerranéennes. Les relations culturelles, un vecteur essentiel dans le renforcement de la société civile syrienne, existaient déjà bien avant le processus de Barcelone mais sans pour autant disposer d'un cadre qui les instrumentalise et qui les rende plus efficaces. Elles variaient selon l'histoire commune entre certains partenaires.

L'action menée depuis Barcelone tente d'élargir cette vision bilatérale pour la rendre multilatérale. À partir de là, il a été établi une forme d'échange culturel qui s'oppose à plusieurs barrières. Pour certains sceptiques, il y a un phénomène « d'eurocentrisme » pesant dans l'élaboration de certains projets culturels. Ainsi, il y a une bureaucratie qui menace, à la

54. A part l'hebdomadaire communiste al-Nûr, toutes les autres publications privées sont la propriété des gens proches du pouvoir par des intérêts ou par des liens familiaux.

longue, la tenue de ces mêmes projets. Les Européens établissent des stratégies de travail en respectant une vision de l'échange culturel élaborée par des spécialistes et des chercheurs qui travaillent depuis des années sur la Syrie. Cependant, il y a des projets qui sont pilotés par des concepteurs qui ne sont pas très éclairés sur les enjeux culturels, sociaux et religieux de ce pays. Dans ce cas, il y a des malentendus qui doivent être rattrapés par de vrais spécialistes afin de rendre l'objectif de la coopération culturelle réalisable et afin que cette même coopération soit efficace.

Il faut ainsi souligner les restrictions sur le mouvement des personnes imposées par les pays de l'Union européenne sur les Syriens et notamment ceux parmi eux qui représentent réellement la société civile. Cette politique peut s'expliquer par une crainte de l'immigration massive vers le Nord mais elle ne peut pas être admise quand les restrictions touchent les artistes, les scientifiques et les intellectuels. Il est beaucoup plus simple pour un commerçant analphabète d'obtenir un visa vers l'Europe que pour un plasticien ou un écrivain. La coopération culturelle doit représenter un élément essentiel dans la construction d'une ère de paix et de prospérité dans cette région du monde. C'est donc un problème de confiance et de priorité.

La France, la Grèce, l'Italie et l'Espagne ont des éléments culturels qui les rapprochent de la Syrie. Cela dit, il ne faut pas idéaliser cette proximité géographique qui ne donne pas automatiquement un avantage relationnel. Il semble qu'il vaut mieux parfois être désengagé géopolitiquement d'une région pour lui être utile. Le rôle que jouent timidement des pays comme la Suède, la Norvège et le Danemark peut être plus efficace au niveau économique. En outre, l'importance de l'environnement dans les cultures de ces pays peut être enrichissante dans leur relation avec les acteurs de la société civile syrienne.

Cependant, il est clair que les pays riverains de la Méditerranée ont plus d'intérêts aux niveaux culturel et politique. La juxtaposition des civilisations et l'histoire commune, même si elles peuvent être douloureuses, sont autant de facteurs qui développent une relation particulière

entre la Syrie et les pays européens. Mais il faut souligner un obstacle à cette relation privilégiée : le passé colonial⁵⁵ et ses retombées. Dès lors, c'est un travail qui doit se faire avec une grande volonté de pardon et de réconciliation entre les pays et à l'intérieur de chaque pays.

L'élargissement de l'Europe est-il un vecteur d'amélioration

Les problèmes économiques des pays de l'Est de l'Europe vont probablement absorber la majorité des fonds consacrés à la coopération au sein de la Commission européenne. Cependant, le centre de gravité de l'Union européenne en se déplaçant vers le Nord du continent ne doit pas affaiblir les relations avec les pays du Sud. Au contraire, il est probable que ce processus contribuera à les renforcer en diversifiant les partenaires européens. De leur côté, les sociétés méditerranéennes devront s'adapter à cet élargissement sans minimiser les retombées négatives. Ces dernières peuvent être d'ordre économique ou politique mais encore, et surtout, culturel. La tendance « eurocentriste » peut être plus développée dans le Nord du continent. Ce n'est qu'une hypothèse liée à des critères qui prennent en considération le passé colonial des pays européens ainsi que le développement plus ou moins fort de la recherche scientifique consacrée aux cultures du Sud ; elles sont plus élaborées dans les pays européens méditerranéens que dans ceux du Nord. La bonne volonté des initiateurs n'a pas pu franchir les clivages des cultures politiques des pays membres. Cela ne doit pas pour autant décourager les défenseurs de ce partenariat, mais au contraire, cela doit les motiver à continuer leur chemin tout en développant une autre tactique. Cette dernière doit prendre en compte des éléments et des facteurs qui ont été jusqu'à maintenant relativement marginalisés.

55. Mandat français en Syrie entre 1921 et 1946.

Afin d'institutionnaliser les relations entre la Syrie et le continent européen élargi, il existe plusieurs pistes. Les spécialistes en relations internationales des deux côtés devront se mettre au travail sérieusement. Sortir des clichés et des utopies permettra aux bonnes volontés d'élaborer une ou des stratégies de coopération dans tous les domaines en mettant l'accent sur le culturel et l'économique et en impliquant avec force et énergie les acteurs de la société civile syrienne. Cette formule nécessite un engagement des deux côtés à chercher un produit final qui soit profit mutuel, sans discrimination, surtout à l'échelon économique.

Ceci dit, il existe un risque d'assister à l'émergence d'une catégorie de partenaires européens qui ne trouvent pas cette exigence logique et qui préfèrent un engagement hiérarchisé au sein de l'Union européenne. Le sentiment d'une « préférence nationale » qui existe dans le débat intérieur dans chacun des pays européens peut se développer pour influencer la politique extérieure du continent. Cela donne des stratégies qui favorisent « l'élément européen » dans les dépenses et les efforts par rapport à « l'autre élément ». Un développement d'une sorte de discrimination au sein même de l'Union qui influencera surtout ses relations avec les pays du Sud.

Politiquement, les pays de l'ancien bloc communiste adoptent des politiques proches de celles des États-Unis d'Amérique. Les derniers événements au Proche-Orient avec l'invasion de l'Irak en 2003 ont bien montré cette divergence des perceptions politiques entre les pays de « la vieille Europe » et les « nouveaux adhérents ». Dès lors, il existera une résistance à l'élaboration d'une politique européenne indépendante des volontés hégémoniques américaines. Les nouveaux adhérents risquent de jouer un rôle qui peut être hostile à toute coopération entre l'Union et le Sud de la Méditerranée si celle-ci semble nuire à la politique américaine actuelle. La position de l'Europe et son rôle dépendra de l'influence des pays de la « nouvelle Europe », très liés aux États-Unis, sur toute tentative d'imposer une vision de l'Union européenne en tant que rassemblement qui aide au fondement d'un monde multipolaire.

Néanmoins, il faut mettre l'accent sur les sociétés civiles des pays de l'Est. Le rôle des ONG et des institutions de recherche est important. Elles contribueront à l'établissement d'une logique plus tiers-mondiste que celle de certains décideurs politiques. Dès lors, il est nécessaire de regarder avec un œil positif l'élargissement qui, malgré toutes les craintes et les doutes, va établir un pôle politique et économique important dans un monde qui doit échapper à son destin unipolaire.

La place de la Syrie

La Syrie doit profiter de sa proximité géographique et de ses relations historiques avec certains pays comme la France et l'Espagne pour entamer un rapprochement et une ouverture. Cela dépend d'une politique de longue durée et pas seulement des positions ponctuelles de chaque partie. La Syrie aura besoin dans les années à venir d'une aide qui dépasse l'économie afin de réhabiliter sa société civile. Pour ce faire, l'aide de l'Europe est indispensable.

Afin que les pays européens arrivent à établir une confiance réelle avec les membres de la société civile syrienne, il est important de sortir des clichés et éviter les beaux slogans prononcés durant les conférences et les rencontres. Il faut réfléchir à une politique réalisable dans tous les domaines. Ainsi, il faut se débarrasser des stéréotypes, des préjugés et de « l'eurocentrisme » qui submergent quelques esprits malheureusement influents dans les milieux des décideurs. En revanche, cela ne doit en aucun cas faire oublier ou omettre la nécessité de dire la même chose pour la Syrie et les Syriens qui ont leurs stéréotypes, leurs préjugés mais ils ont peut-être moins de « sudocentrisme ».

Actuellement, les arrestations et les intimidations se poursuivent dans tout le pays. Les lignes rouges ne sont plus définies et la décision revient aux chefs des différents services de les élargir ou de les limiter selon les besoins. Écrivains, journalistes et activistes vivent un moment difficile sans autant baisser les bras. Parmi les membres du parti Ba'ath, il existe

plusieurs courants, les « réformateurs » qui revendiquent la lutte contre la corruption institutionnalisée et la réforme de l'État afin de l'épurer des corrompus. Ainsi, ils réclament une réforme politique limitée qui se borne à un renouvellement dans le milieu des décideurs et des responsables, en choisissant les compétents et les jeunes. Les « traditionalistes » de leur côté préfèrent s'appuyer sur la peur de l'instabilité, d'un complot étranger, du danger de l'intégrisme et de l'état de guerre pour confronter toute revendication ou interrogation sur les réformes. Entre les deux courants, des réseaux de communications s'établissent et l'objectif final semble commun : le maintien du statu quo avec le minimum de dégâts.

Le parti Ba'ath, qui préconisait la laïcité, adopte de plus en plus un discours religieux comme nous l'avons constaté plus haut. Plus de 10 000 mosquées, des écoles coraniques par centaines et plus de 200 conférences présentées par des religieux dans les centres culturels des grandes villes cette année.

Des sources proches du pouvoir expliquent ce revirement par les pressions internationales exercées à l'encontre de la Syrie. Elles suscitent les solidarités des mouvements islamistes qui ont une certaine crédibilité au sein de l'opinion publique arabe. Le pouvoir essaye par ce rapprochement de provoquer la solidarité de la rue arabo-musulmane afin de renforcer ce qu'il pense être sa position. En revanche, le pouvoir reste ferme par rapport à la fondation d'un parti politique avec des références religieuses.

Mohamad Habach, député et directeur d'un centre de recherche islamiste très proche du pouvoir, vient d'intervenir devant les officiers en formation de l'Académie militaire, en préconisant le retour de la religion au sein de l'armée, une chose sévèrement interdite durant les dernières décennies. Pour lui, les derniers événements nécessitent une implication plus manifeste des religieux dans la politique car ils ont une grande influence. Cela est devenu nécessaire à son point de vue, notamment après la victoire de Hamas aux dernières élections législatives en Palestine, la position de Hezbollah et la situation actuelle en Irak. Il conclut en soulignant la nécessité de « tolérer » les activités des religieux dans la sphère politique car nous sommes en position de confrontation et ils sont très influents !

Ces dernières années, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont vu le jour, sans pour autant avoir un poids significatif sur la scène de l'action publique. Sans être légalisées mais profitant d'une tolérance précaire, ces organisations ne cessent de se diviser et chaque jour voit la naissance d'une nouvelle organisation qui dénonce ses consœurs la plupart du temps. Cela prive ce milieu, qui contient des éléments très motivés, de toute crédibilité auprès de l'observateur ordinaire. On ne peut que constater que le pouvoir ne se contente pas d'observer mais qu'il fait appel à une manipulation très efficace.

Dans un climat de répression, même atténué, et un manque flagrant de base de culture politique, le mouvement de l'opposition intérieure semble très dispersé malgré les bonnes volontés. Aucune solidarité réelle, une coordination timide. Cela ne peut être la faute des opposants même mais c'est plutôt dû à un croisement d'éléments. S'ajoute à cela le manque d'un projet politique unificateur puisque la déclaration de Damas n'a pu collecter qu'un soutien théorique de la part des différentes tendances.

En guise de conclusion

Un débat d'idées est nécessaire entre les activistes de la société civile syrienne et certains acteurs scientifiques et politiques européens spécialisés dans les affaires du Monde arabe. L'objectif sera de persuader ces derniers de ne plus réagir avec des idées simples consistant à dire : «la démocratie dans les pays arabes est un plus » ou c'est un «produit de luxe » qui n'est pas nécessaire pour le moment. Il faut ainsi éviter de reproduire un climat de méfiance et d'incrimination que le pouvoir avait tenté d'instaurer parmi les activistes afin d'affaiblir leur solidarité. La société civile syrienne est appelée à rendre ses activités transparentes afin de diminuer les occasions par lesquelles le pouvoir peut les entraver. Cela aussi lui donne une crédibilité nécessaire pour toute participation aux programmes d'aide de la Commission européenne . Pour ce faire, il faut appliquer les principes démocratiques

dans l'élaboration et le fonctionnement des projets initiés. L'alternance des personnes en charge des responsabilités doit être respectée comme l'une des pratiques les plus significatives. La société civile doit adopter une politique laïque en évitant de jouer le jeu des établissements religieux.

De l'autre côté de la Méditerranée, il est nécessaire de renforcer *au maximum* la position politique neutre et juste de l'ensemble des membres de la Commission envers les sujets politiques sensibles dans la région et notamment le conflit arabo-israélien et la guerre en Irak. Cela doit être traduit par des positions claires concernant le respect du droit international⁵⁶ et des droits des peuples à l'autodétermination. Cependant, il est important de souligner que l'Europe n'a pas la position de l'Union soviétique d'antan, elle n'acceptera pas, ne voudra pas et n'a pas intérêt à se mettre en confrontation avec les États-Unis. Elle sait très bien à quel point Washington pourra lui mettre la pression et influencera ainsi sa stabilité et son développement économique. L'Europe peut *soutenir* une réforme approfondie au sein de l'enseignement à tous les niveaux et dans toutes les catégories. Cette réforme doit être basée sur la valorisation de l'action collective au sein de la société civile, ainsi que sur l'apprentissage de la participation démocratique. La coopération européenne peut contribuer aussi à développer l'enseignement technique qui touche des secteurs comme : l'administration, l'informatique, la communication et le traitement des déchets.

56. Le 3 décembre 2003, le conseil général des Nations Unies a voté pour condamner l'occupation et l'annexion par Israël du plateau du Golan syrien. Les pays européens se sont abstenus pendant le vote. Cette attitude ne peut en aucun cas renforcer l'image de l'impartialité de l'Europe dans les conflits régionaux. Dans le même registre, les pays européens se sont abstenus de voter pour un projet de résolution de la même assemblée le 8 décembre 2003 appelant la Cour internationale de Justice à donner son avis sur la construction réalisée par les autorités israéliennes du mur de séparation sur les territoires palestiniens occupés.

L'Europe peut aussi développer une stratégie culturelle qui diversifie les interlocuteurs et elle peut mettre en œuvre des projets d'échange et de coopération avec les institutions culturelles de l'État mais aussi et surtout, avec les initiatives proposées par la société civile. *L'encouragement* matériel des actions dans les domaines du développement social et politique et la défense des droits de l'homme est plus que nécessaire. Cela peut être réalisé par le développement des programmes déjà initié par la Commission européenne en coopération avec des associations de la société civile européenne. Cela passe inévitablement par le renforcement de la place de la société civile européenne et ses organisations afin de participer à toutes les étapes de négociations, d'applications et de suivis concernant les accords avec la Syrie.